Atelier-débat 3 : Genre, développement durable et climat

Face à la crise écologique, sociale et économique, la définition d’un mode de développement soutenable est à l’ordre du jour des négociations internationales et des politiques publiques depuis la Conférence de Rio sur l’environnement et le développement en 1992. Les organisations de femmes et féministes s’y sont très tôt investies, obtenant que l’Agenda 21 de Rio consacre un chapitre à la participation des femmes et qu’elles soient reconnues comme un des « groupes majeurs » de la société civile. Le programme d’action de la Conférence de Pékin en 1995 a inscrit « les femmes et l’environnement » comme l’un de ses douze objectifs. Le point 5-a de l’Objectif de développement durable proposé pour 2015 sur l’autonomisation des femmes mentionne : « Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu’à l’accès à la propriété et au contrôle des terres et d’autres formes de propriété, aux services financiers, à l’héritage et aux ressources naturelles, conformément aux lois nationales». Il est maintenant reconnu que «Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique, tels que sécheresses et inondations, mais elles jouent aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique » (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, CCNUCC). Du fait de leurs rôles socialement construits, les femmes sont particulièrement touchées alors qu’elles consomment en moyenne moins d’énergie. La 18ème session de la Conférence des parties à la CCNUCC avait ainsi décidé d’un suivi des progrès en matière de parité dans la représentation dans les organismes de négociations et de décision et de prise en compte du genre dans les politiques climatiques.

Mais la crise écologique s’aggrave, particulièrement en ce qui concerne le climat et la biodiversité, pesant sur les femmes les plus pauvres dont on attend, de plus, un fort investissement de « care » environnemental. L’atelier se penchera notamment sur les questions suivantes : comment rendre transversale l’égalité femmes-hommes dans l’ensemble des politiques cruciales pour la transition écologique et énergétique (modèles agricoles et urbains, modes de production et de consommation) ? Comment documenter et partager les pratiques de terrain ? comment mesurer les décalages entre les pratiques organisationnelles de femmes – comme la gestion des communs – et les politiques globales tendant à privatiser ou à financiariser les ressources naturelles ?

* Yveline Nicolas, coordinatrice d’Adéquations, groupe français Genre et développement soutenable, introduira l’atelier par une mise en perspective globale et historique de la question genre, environnement, développement durable
* Mama Koité Doumbia, réseaux Musonet et Femnet Mali abordera les négociations internationales sur le climat, la participation des femmes et la prise en compte du genre
* Barbara Lipietz, chercheuse au Development Planning Unit de l’UCL (University College London), apportera un éclairage sur le genre et l’environnement dans le contexte urbain
* Solange Goma, cofondatrice de la Fondation pour les femmes africaines, analysera les évolutions et pratiques dans la gestion des ressources naturelles des femmes d’Afrique équatoriale
* Des organisations participantes présenteront leur point de vue ou leurs pratiques, notamment CARE France (genre et méthodologie d’intégration des risques climatiques au Niger), L’Université Nomade (pratiques en Asie), WECF (Women’s Major Group)…

**Modératrice**: Annie Matundu Mbambi, WILPF, RDC et Yveline Nicolas, Adéquations

**Rapporteuse** : Monique Perrot-Lanaud, journaliste